Cahier de doléances du Tiers État de Guiseniers (Eure)

Cahier des plaintes et doléances du tiers Etat de la paroisse de Guiseniers

Il demande qu'il plaise à Sa Majesté permettre.

1. Qu'à chaque tenue des États le nombre des délibérans sera composé d'autant de voix du tiers-état que de la noblesse et du clergé, et qu'un impost ne pourra être mis sans le consentement de la nation.

2. Que les privilèges des ecclésiastiques, de la noblesse, maîtres de postes et tous autres possédant charges, soient supprimés et rangés dans la classe du tiers-état pour supporter avec luy l'égalité des impost qui seront réduits sur deux dénominations, comme taille pour tous les faisans valoir, et comme vingtièmes pour tous les propriétaires et possédans revenus, de quelle natures et qualités qu'ils soient, dans la plus juste proportion, le tout en argent, en observant que les projets de la dixme territoriale en essence seroit dangereuse pour le cultivateur qui se trouveroit luy seul supporter le fléau de cet impost ou de le faire rejaillir sur le public en augmentant la vente de ses denrées ce qui rendroit le public victime de cette manière de perception. Que, pour parvenir à la juste répartition de ces deux impost, il seroit utile qu'il fusse ordonné la confection d'un plan général dans toutes les paroisses avec l'estimation des fonds en trois classes, dont les frais desdits plans seroient supportés deux tiers par le seigneur et l'autre tiers par les possédans fonds, et que l'estimation en seroit faite tant par les membres des assemblées municipales que commissaires des chambres de département. Que cette opération pouroit procurer la tranquillité du public par l'abornement et plantation de borne qui pourroit estre fait pour déterminer la propriété d'un chaqu'un et éviter les troubles occasionnés faute d'abornemens certains.

3. Demande la continuation des commissions intermédiaires, provinciales, de département et assemblés municipales, pour la régie et perception des impost de quelle manière qu'ils soient établis, demandant la suppression des élections et des receveurs des tailles, lesquels receveurs des tailles pouroient estre remplacés par un comis particulier, et non à charge, dans chaque bureau de département, lequel compterait directement au Trésor royal. Pour éviter les dépenses que ce moyen présente, il seroit nécessaire, pour recevoir les deniers venant de chaque bureau intermédiaire, qu'il y eut l'établissement d'une caisse de transport adjacentes aux routes provinciales qui tendent au Trésor royal, qui seroit accompagnée d'un caissier qui se chargerait au passage le plus voisin de chaque bureau pour y prendre la recette qui y seroit rendue par le receveur particulier, ce qui pouroit s'observer tel que le transport des lettres.

4. Demandent aussy la suppression des gabelles en remplaçant sur tous les sujets de son royaume, par testes, le produit que Sa Majesté retire de la ditte ferme, et dont l'établissement seroit simple et sûr, puisqu'il est connu aux gouvernemens ce que chaque province et chaque paroisse a d'habitans ; lequel droit seroit payé par addition de taille par le collecteur de chaque paroisse, ou au receveur des capitations dans les villes où il n'y a pas de tailles, ce qui éviterait les frais de régie occasionnés par les commis et fermiers généraux ; pareroit les peuples de plusieurs difficultés qui s'y rencontre et rendroit le commerce d'autant plus libre.

5. Demandent aussy la suppression des aides pour le soulagement des villes qui ont du s'occuper de donner le moyen de remplacer le droit et produit que Sa Majesté en retire qui pouroit aussy estre reparty comme l'article précédent, eu égard à la population et consommation de chaque ville. Ne pouvant nous dispenser de demander suppression de la ferme du tabac, vu le défaut de lumière pour remplacer le produit que Sa Majesté en retire. Vu qu'un impost général seroit à charge à ceux qui s'en dispensent, nous espérons sur quelqu'un pour donner des lumières à ce sujet. Demandent aussy la prolongation des baux des gens de main morte, comme abbés, commandeurs de l'ordre de Malthe, et

généralement tous autres dont les baux sont résolus à leurs deceds ou changements, soient continués l'espace de 9 années.

6. Que les possesseurs des grosses dixmes soient tenus de contribuer pour moitié aux réparations des églises dans l'étendue desquelles ils perçoivent les dites dixmes, sans que relativement auxdites réparations, soit grosses soit menues, il soit fait distinction entre le chœur et le chancel, et qu'ils soient également obligés aux réparations et reconstruction des prestataires ; et que les dîmes d'usages soient aussy toutes supprimées et restreintes à la dime solide.

7. Que les gros décimateurs soient aussy obligés de donner au moins pour chacun an le quart de leurs revenus pour estre employé au soulagement des pauvres et à l'instruction de la jeunesse de leurs paroisses.

8. Que les dettes du clergé soient acquittés de telle manière qu'il sera avisé aux États généraux, par une partie de leurs immeubles et dixmes et surtout par leurs droits seigneuriaux, d'autant plus qu'ils n'ont soulagé l'État qu'en apparence, en empruntant les capitaux des dons gratuits qu'ils ont fourny à l'État.

9. En conséquence de l'édit du mois de may 1786 qui présente des contestations, nous vous observons qu'il serait utile de supprimer toutes les hautes justices de tel établissement qu'elles soient, ainsy que les élections, maîtrises, grenier à sel, et toutes justices d'instruction ; qu'elles soient remplacées par un bailliage royal qui connoitra de toutes les matières tant civiles que criminelles, dans les villes d'arondissement composées de viron cinquante paroisses ; lequel bailliage sera composé du juge en chef, de deux conseillers et du procureur du Roy lesquelles charges ne seront point à titre mais électives par les députés des paroisses qui composeront l'arondissement, et sans aucunes charges de procureurs ; que toutes les sentences jusqu'à concurrence de cent livres soient expédiés en papier et mise à exécution en donnant caution en cas d'apel ; et tous droits de greffe seront suprimés. Que sur 4 à 5 baillages de cette création, il soit éably suivant l'arondissement, un présidial qui connoitroit des causes d'appel et jugerait définitivement jusqu'à concurrence de trois à quatre mille livres. Qu'au lieu du juge de paix que certains corps représentent, il pouroit estre adjoint une forme avant de procéder, que chaque demandeur seroit tenu de faire paroistre son adversaire devant les membres qui composeront l'assemblée municipale de l'adversaire pour y estre entendu sur les moyens et contestations, et à défaut de concilier les parties, il sera délivré un permis d'assigner au demandeur par l'assemblée municipale. Que les dites municipalités, tant des villes et campagnes soient électives, qu'elles dépendent du choix des habitans, et que les charges des dites municipalités ne puissent être acheptés.

10. Que les droits des jurés-priseurs-vendeurs soient supprimés ; que les droits des contrôles des actes soient clairs, simplifiés et diminués, sans qu'il soit éably différentes classes relativement aux qualités tant pour les contracts de mariage que pour les testamens ou autres objets.

11. Que tous les droits d'évocation et de commitimus soient supprimés, et que tout justiciable sera assujetty à suivre la justice royale des lieux sans privilèges.

12. Que les droits de corvée ne soient plus payés par les taillables, qu'il y soit suplée d'une autre manière, et sans distinction de personne, et soit payé par tous ceux qui se serviront des grandes routes avec des voitures, charettes, chariots, caresses, chaises, cabriolets ou autres équipages, et tous voyages sans exception, une somme telle qu'elle sera arbitrée suivant le nombre des chevaux qui seront attelles aux dites voitures, et la distance des lieux qu'elles auront à parcourir ; lesquels droits seront payés de la manière qui pourra estre réglée, soit au départ, soit à l'arrivée, ce qui pourra suffire, vu le nombre infiny de voitures qui sont continuellement en route, aux frais d'entretien et réparations des chemins publics, et même à leur confection.

13. Que l'exportation des bleds ne pourra avoir lieu dans les pays étrangers que dans des années abondantes, d'après les précautions nécessaires pour l'année suivante, et lorsque le gouvernement trouvera que celte exportation peut estre permise sans aucune inconviénient pour le bien et avantage de la nation.

14. Que les seigneurs soient tenus de faire détruire leur gibier, ou d'avoir des parcs pour les contenir, sans qu'il soit besoin d'établir journellement des procès-verbaux contre eux pour les dégâts du gibier ;

comme aussy détruire les pigeons ou les renfermer depuis le commencement des semences de mars jusqu'après les semences¹ des bleds. Supplient l'État de vouloir bien pourvoir à ce qui conviendront faire pour détruire les corneilles et les moineaux, vu que ces animaux sont un fléau dans les saisons des semences.

15. Que les banalités, tant pour les moulins que pour les pressoirs, et tous droits de banalité, cessent aussy d'avoir lieu, en indemnisant les propriétaires de la manière qui sera réglée ; et que ceux à qui il est dû des droits de champarts ayent des préposés pour percevoir leurs droits sur les grains liés tels que le décimateur, afin que le grain du cultivateur ne soit point exposé aux rigueurs du temps et puisse estre enlevé de suite.

16. Que les mécaniques soient aussy supprimées pour le bien et avantage des particuliers, comme femmes et enfans, qui n'ont d'autres ressources et ne peuvent gagner leur vie qu'à filler du coton.

17. Qu'il soit pourvu de quelque manière qui sera avisée à ce que la dépense des bois soit diminué chez les gens fortunés où la consommation est immense par la trop grande quantité de chaufoirs qu'ils entretiennent, ce qui en augmente le prix et prive les campagnes d'en avoir pour leurs plus utiles besoins.

18. Qu'il plaise aux États de vouloir porter la vue sur l'employ des laboureurs qui font valloir plusieurs grosses fermes, ce qui privent des personnes qui seroient dans le cas de faire valloir, de dissiper leur revenu faute d'employ, vivant avec beaucoup de peines en faisant valloir les fonds qu'ils peuvent avoir, ce qui fait qu'il peut se rencontrer beaucoup de mercenaires. Au contraire, si il y avoit autant de laboureurs qu'il y a de fermes, les journaliers pouroient avoir du travail plus facilement dans leur endroit. En outre, les pauvres mandians pouroient espérer autant d'aumônes qu'il y auroit de fermiers dans la paroisse ; mais au contraire, dans plusieurs fermes qui se trouvent occupées par le même fermier il n'en reçoive qu'une.

19. Qu'à la tenue des États, Sa Majesté soit suppliée par le tiers-état d'avoir égard à la charte des vivres et de son peuple qui se jette à ses genoux en implorant sa clémence.

Le présent cahier de plaintes et doléances arrêté par nous habitans soussignés contenant dix neuf articles et treize pages cottées et paraphées par première et dernière ne varietur et avons signé ce jour et an que dessus.

¹ la récolte